



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
5 mars 2013
Français
Original: anglais

Conseil du commerce et du développement
Commission du commerce et du développement
Réunion d'experts pluriannuelle sur le renforcement
d'un environnement économique favorable à tous les niveaux
à l'appui d'un développement équitable et durable

Première session

Genève, 16 et 17 avril 2013

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Comment renforcer la résilience aux chocs extérieurs et atténuer leurs incidences sur le commerce et le développement

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

La croissance mondiale s'est ralentie sensiblement après la crise financière mondiale, en particulier dans les pays développés. La crise a illustré la forte interdépendance économique entre les différents pays et régions; elle a mis en évidence la nécessité pour les pays en développement de réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs et de reformuler leurs stratégies de développement.

Les politiques visant à réduire la vulnérabilité extérieure ne devront pas seulement élargir la marge d'action nécessaire à la prise de mesures anticycliques mais aussi mettre en œuvre une stratégie de développement fondée sur des marchés nationaux et régionaux plus robustes, du côté de la demande, et la modernisation et la diversification productives, du côté de l'offre.

L'évolution importante de la structure de la demande mondiale et des échanges internationaux au cours des dernières années pose de nouvelles difficultés et ouvre de nouvelles possibilités aux pays en développement et aux pays en transition. Dans ce contexte, le rôle moteur de la demande intérieure dans la croissance peut aider bon nombre de pays en développement à mieux résister aux chocs extérieurs qui se propagent par la voie des liens commerciaux. Cela pourrait améliorer les perspectives d'investissement dans ces pays, et aussi les aider à diversifier leur économie et à mieux résister aux chocs sectoriels.

Dans la mesure où le système financier international reste sujet à l'instabilité, et présente un biais procyclique, un certain nombre de pays en développement ont appliqué des politiques pour diminuer leur exposition aux chocs financiers et en atténuer les conséquences intérieures, notamment des politiques d'accumulation de réserves de change, de réduction du ratio de la dette extérieure par rapport au produit intérieur brut (PIB), de gestion des flux de capitaux, de développement d'un marché intérieur des titres d'emprunt et de diversification des investisseurs. Des mécanismes multilatéraux et une réglementation financière coordonnée à l'échelon international n'en contribueraient pas moins fortement à la prévention des chocs financiers.

L'existence de données à jour, exactes et cohérentes est fondamentale pour analyser une économie mondiale qui évolue rapidement. Il est plus que jamais indispensable aujourd'hui de disposer d'indicateurs conjoncturels cohérents et d'éléments macroéconomiques permettant d'apprécier la situation de l'économie nationale. La présente note examine les outils statistiques (liés au commerce international en particulier) qui seraient nécessaires pour améliorer la compréhension des chocs extérieurs et de leur impact économique, et aider à concevoir des politiques pertinentes pour y répondre.

Table des matières

	<i>Page</i>
Introduction.....	4
I. L'économie mondiale: récession ou crise de croissance?	4
A. Le bilan de la croissance mondiale au cours des années 2000: de la croissance rapide à la stagnation.....	4
B. Évolution de la structure régionale de la croissance mondiale au cours des vingt dernières années.....	5
II. Commerce international, vulnérabilité, et évolution de la structure de la demande mondiale	6
A. Les pays restent exposés à des chocs qui influent sur le volume des échanges et les prix	6
B. Le rôle plus important de la demande intérieure et de la demande régionale.....	7
III. Faire face à l'instabilité économique découlant du système financier international	9
A. Un système sujet à l'instabilité économique et tendanciellement récessionniste	9
B. La résilience plus importante des pays en développement et ses causes	9
IV. Indicateurs commerciaux et résilience économique.....	10
A. Mondialisation économique et chocs extérieurs: difficultés statistiques	10
B. Structure du commerce.....	11
C. Évolution à court terme des échanges	16
D. Objectifs de recherche	17
V. Questions à l'intention des experts	18
Références	19

Introduction

1. À sa treizième session, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a réaffirmé qu'une mondialisation centrée sur le développement permettait de mettre en place les conditions d'une croissance et d'un développement équitables, et contribuait à la réduction de la pauvreté et à la création d'emplois. Les États membres sont convenus que les efforts visant à renforcer et à améliorer le fonctionnement de l'économie mondiale sont une nécessité, et que s'il était important d'enregistrer une croissance économique soutenue, il était également nécessaire d'élargir l'assise de cette croissance en créant un environnement favorable à tous les niveaux.

2. À sa cinquante-cinquième réunion directive, tenue le 15 octobre 2012, le Conseil du commerce et du développement a approuvé le thème suivant pour une réunion d'experts pluriannuelle: «Renforcer un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement équitable et durable». La première session abordera le thème suivant: «Comment renforcer la résilience aux chocs extérieurs et atténuer leurs incidences sur le commerce et le développement».

3. La crise financière mondiale a mis en évidence la forte interdépendance économique à l'heure de la mondialisation. Aucun pays ni aucune région n'ont été épargnés par ce choc dont le point de départ a été le système financier des pays développés et qui a provoqué tantôt un ralentissement économique, tantôt une récession pure et simple. La crise récente réclame un examen complet des mécanismes par lesquels les chocs économiques se propagent et des facteurs qui déterminent le degré variable de résilience des différentes économies. Cette analyse devrait fournir des orientations aux décideurs qui s'emploient à renforcer la résilience économique de leur pays.

4. Il ne suffit pas cependant d'examiner les crises passées pour déterminer quelles seraient les politiques efficaces pour réduire la vulnérabilité et accroître la résilience aux chocs extérieurs. Il convient également de tenir compte des difficultés à venir imposées par les perspectives de l'économie mondiale et des stratégies de développement envisagées par l'ensemble des pays.

I. L'économie mondiale: récession ou crise de croissance?

A. Le bilan de la croissance mondiale au cours des années 2000: de la croissance rapide à la stagnation

5. Toutes les régions du monde ont connu un rythme de croissance rapide entre 2004 et 2007, même si cette croissance était associée à des déséquilibres intérieurs et extérieurs insoutenables. Ces déséquilibres, qui s'étaient accumulés depuis les années 1990, étaient liés à un accroissement des flux de crédit (intérieurs et extérieurs) qui a fini par aboutir au surendettement et à la crise financière.

6. Dans la plupart des pays développés, les effets négatifs de la réduction de la part des revenus du travail et de la limitation des secteurs publics sur la demande ont été plus que compensés par une expansion extraordinaire du crédit privé. C'est sur cette base principalement que la croissance des pays développés a atteint 2,7 % en moyenne annuelle.

7. Pendant les quatre années qui ont précédé la crise, la croissance des pays en développement et des pays en transition a dépassé 7 % par an. Certains pays ont adopté un modèle tourné vers les exportations, lié à la demande de produits manufacturés dans les principaux pays développés. Pour d'autres pays, le facteur dominant a été une respécialisation

dans les exportations de produits de base, souvent soutenue par l'entrée de capitaux. Enfin, il y a eu dans nombre de pays un renouveau des politiques publiques, y compris les transferts sociaux, l'investissement dans les infrastructures physiques et la politique industrielle, signe que l'on revenait à un État développementiste. Dans une certaine mesure, ces politiques publiques ont été financées par les recettes des secteurs d'exportation. Dans l'ensemble, la conjonction de ces modèles de croissance, lourdement tributaires de la demande commerciale extérieure et de flux financiers s'accompagnant de la formation de bulles de crédit, était foncièrement vulnérable.

8. Au terme de l'année 2012, le rythme de la croissance économique mondiale restait décevant. La croissance mondiale n'a atteint au cours des cinq dernières années que 1,5 % en moyenne, taux à peine supérieur à l'accroissement annuel de la population mondiale, ce qui signifie que l'économie mondiale reste pratiquement stationnaire du point de vue du revenu par habitant.

9. De tels résultats contredisent les attentes nourries à partir des premiers succès de la politique qui visait à éviter une nouvelle «Grande Dépression». Cette première réaction à la crise a été assez efficace, les décideurs appliquant des politiques expansionnistes en même temps que des mesures visant à protéger l'emploi et les revenus. Néanmoins, l'abandon prématuré de la relance budgétaire et le passage à une politique d'austérité dans les pays développés en 2010 ont fortement pesé sur la demande et la reprise économique mondiales. Cela a encore été aggravé par le recours généralisé à la compression des salaires et à la flexibilité du travail.

10. À l'inverse, certains pays en développement ont continué leur programme de relance pendant plus longtemps, encore que de façon moins soutenue. La demande croissante de produits primaires de leur part a permis à d'autres pays en développement de se tourner à nouveau vers les marchés extérieurs, parfois au détriment de stratégies plus diversifiées.

11. Cette dissemblance entre les résultats de croissance des pays en développement et des pays développés pourrait présager un retournement de tendance de la croissance mondiale, qui verrait les pays en développement assumer un rôle moteur dans le redémarrage de cette croissance. Néanmoins, l'évolution médiocre de la croissance mondiale pourrait aussi être le signe d'une récession mondiale imminente, en particulier si les pays développés persistent à ne pas utiliser les mécanismes de relance et si les effets pervers devaient l'emporter dans les autres régions.

B. Évolution de la structure régionale de la croissance mondiale au cours des vingt dernières années

12. La dynamique de croissance des pays en développement et des pays développés a sensiblement évolué au cours des vingt dernières années. Pendant les années 1990, la croissance moyenne des pays en développement était supérieure d'environ 2,5 % à celle des pays développés; cette différence est passée à environ 4 % ou 5 % par la suite (tableau 1). En outre, tous les pays en développement et en transition ont affiché une forte croissance au cours des dix dernières années alors que les pays d'Asie de l'Est, du Sud et du Sud-Est étaient seuls concernés pendant les années 1990.

13. Avec l'essor économique des pays en développement, leur croissance plus rapide a beaucoup plus pesé dans la croissance mondiale. La contribution du groupe des pays en développement est passée, en moyenne annuelle, de 0,9 % dans les années 1990 à 1,6 % en 2004-2007 et à 1,4 % en 2008-2012, ce qui correspond environ à 33 % de la croissance mondiale dans les années 1990, 43 % dans les années 2004-2007 et près de 90 % pendant les années de crise et les années suivantes.

14. Si ces tendances pouvaient se maintenir, l'aptitude des pays en développement à jouer les premiers rôles au plan de la croissance, et à se démarquer des résultats peu satisfaisants des pays développés, ne ferait aucun doute. En outre, l'hypothèse que ces pays pourraient contribuer à tirer les pays développés de leur marasme deviendrait assez réaliste.

15. Néanmoins, les fluctuations de la croissance dans les pays en développement au cours de ces périodes ont été souvent dictées par le dynamisme de la croissance dans les pays développés et l'instabilité produite par ces pays. Dans la mesure où les pays en développement sont encore nombreux à recourir à des modèles de spécialisation à l'exportation tournés vers les pays développés, et doivent composer avec des flux de capitaux non maîtrisés qui créent des cycles d'expansion-récession, leurs économies resteront exposées aux chocs exogènes et à une dynamique d'erreur de généralisation, assez peu différente de celle qui existait par le passé.

Tableau 1

La croissance dans les différentes régions du monde au cours des vingt dernières années

(En pourcentage)

	Années 1990			Période de croissance rapide, 2004-2007			Crise et après-crise, 2008-2012		
	Croissance annuelle moyenne	Contribution à la croissance mondiale	Part dans la croissance totale (en pourcentage région/monde)	Croissance annuelle moyenne	Contribution à la croissance mondiale	Part dans la croissance totale (en pourcentage région/monde)	Croissance annuelle moyenne	Contribution à la croissance mondiale	Part dans la croissance totale (en pourcentage région/monde)
Ensemble du monde	2,7	2,7	100,0	3,9	3,9	100,0	1,7	1,7	100,0
Pays développés	2,5	1,9	75,8	2,7	2,0	52,8	0,3	0,2	11,4
Pays en transition	(5,9)	(0,2)	(9,2)	7,7	0,2	4,5	1,8	0,0	2,9
Pays en développement	4,9	0,9	33,5	7,4	1,6	42,7	5,3	1,4	85,7
Afrique	2,5	0,1	2,0	5,9	0,1	3,3	3,6	0,1	5,3
Asie de l'Est et du Sud-Est	7,0	0,5	20,3	8,7	1,0	26,8	6,7	1,0	61,0
Asie occidentale	4,1	0,1	3,8	6,9	0,2	4,6	4,1	0,1	7,4
Amérique latine et Caraïbes	3,1	0,2	7,3	5,3	0,3	8,0	3,1	0,2	11,8

Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU; base de données Comptes nationaux, principaux agrégats; World Economic Situation and Prospects, 2013 (ONU, 2013); Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2012; base de données OECD.Stat de l'OCDE; et sources nationales.

16. À l'inverse, pour continuer de progresser sur la voie de la convergence, les pays en développement doivent assumer les objectifs de transformation dont l'expérience des dernières décennies montre la nécessité. Des politiques actives doivent être appliquées afin de promouvoir l'industrialisation, l'investissement et la protection sociale, y compris des instruments appropriés de gestion de la demande et du crédit, qu'il convient de renforcer au moyen d'une coordination internationale et régionale.

II. Commerce international, vulnérabilité, et évolution de la structure de la demande mondiale

A. Les pays restent exposés à des chocs qui influent sur le volume des échanges et les prix

17. L'intégration commerciale peut aider à promouvoir la croissance économique et le développement industriel mais les marchés, de plus en plus ouverts, sont aussi devenus une des principales voies de transmission des chocs extérieurs. Les récessions économiques

qui surviennent dans les pays développés, à l'origine de vives contractions de la demande mondiale, se traduisent habituellement par des chocs commerciaux extérieurs pour les pays en développement et les pays en transition.

18. L'ampleur de ces chocs est très variable selon les régions et les pays, en fonction du type de spécialisation à l'exportation. L'incidence des chocs commerciaux extérieurs peut être évaluée d'après la diminution du volume des exportations et l'évolution des termes de l'échange du pays, c'est-à-dire l'évolution du prix moyen de ses exportations par rapport à celui de ses importations (voir graphique 4).

19. En appliquant ce critère au choc commercial extérieur important le plus récent, c'est-à-dire l'effondrement du commerce mondial en 2008-2009, on constate que les pays dont les exportations sont fortement concentrées dans le secteur de l'énergie ont connu une dégradation sensible de leurs termes de l'échange tandis que les exportateurs de biens manufacturés ont surtout subi des effets négatifs liés à la demande (Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, 2009).

20. Des changements concernant la dépense finale réelle sont responsables en grande partie de l'effondrement du commerce international en 2008-2009 (voir, par exemple, Bems *et al.*, 2012). De tels changements sont déterminants plus généralement du point de vue des mesures nécessaires pour assurer la résilience aux chocs commerciaux extérieurs.

B. Le rôle plus important de la demande intérieure et de la demande régionale

21. Le manque de vigueur persistant de la situation économique des principaux pays développés est une source d'incertitude significative pour les pays en développement et en transition au sujet de leur demande extérieure (ONU, 2013). Dès lors, pour accroître leur résilience aux chocs économiques extérieurs et conserver le même rythme de croissance, les pays en développement et les pays en transition devront réduire leur orientation exportatrice centrée sur les pays développés et s'appuyer davantage sur le commerce intérieur, régional et Sud-Sud (voir, par exemple, Banque des règlements internationaux, 2012, p. 24 à 26).

22. La structure du commerce mondial a évolué, en écho à l'évolution du poids relatif des pays en développement et des pays développés dans le produit mondial. La part des pays en développement dans le commerce mondial s'est accrue de 29 % en 1995 à 42 % en 2011. En particulier, le commerce Sud-Sud a doublé pendant cette période, passant de 12 % à 24 % du commerce mondial.

23. Une demande intérieure accrue dans les pays dont les comptes courants sont excédentaires contribuerait aussi à réduire les déséquilibres mondiaux, améliorant ainsi la résilience de l'économie mondiale dans son ensemble, même s'il serait plus efficace pour parvenir à un rééquilibrage durable de la demande mondiale que des mesures soient prises en ce sens par les principaux pays développés. En particulier, cela éviterait que le rééquilibrage mondial soit déterminé par une compression de la demande dans les pays déficitaires entraînant un risque de récession de l'économie mondiale (CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement*, 2010).

24. Dans une optique à plus long terme, une demande intérieure renforcée serait également déterminante pour éviter ce qu'il est convenu d'appeler le «piège du revenu intermédiaire» – moyennant quoi les pays en développement doivent se tourner de plus en plus vers l'innovation et la demande intérieure afin d'assurer leur résilience et de continuer de rattraper le niveau de revenu et le niveau de vie des pays développés.

25. Pour certains pays en développement, accroître la part de l'investissement sera déterminant pour stimuler la demande intérieure. Mais dans la plupart des cas, c'est l'augmentation des dépenses de consommation qui jouera un rôle central. On perçoit déjà des signes de l'apparition d'une classe moyenne consommatrice dans les pays en développement (Bureau international du Travail, 2013). Le nombre croissant de ces consommateurs pourrait commencer à compenser en partie le ralentissement de la consommation dans les pays développés, pour autant que leur pouvoir d'achat continue d'augmenter, et que les salaires réels moyens, notamment, s'élèvent au même rythme que la productivité moyenne (CNUCED, *Rapport sur le commerce et le développement*, 2012).

26. Une conséquence de l'apparition d'une classe moyenne dans les pays en développement est le déplacement du pouvoir d'achat des consommateurs des pays développés vers les consommateurs des pays en développement. Ce déplacement implique une diminution du revenu par habitant du consommateur médian dans l'économie mondiale, qui devrait s'accompagner d'une transformation des préférences et de l'apparition d'un grand nombre de nouvelles habitudes de dépenses. L'effet d'entraînement plus important exercé par les pays émergents sur les marchés de biens de consommation et la diversification des pays en développement devraient en principe créer de vastes nouveaux marchés et assurer de nouveaux débouchés pour l'emploi, la production et les exportations.

27. Une question fondamentale pour la résilience des modèles de production et d'emploi des pays en développement est celle de savoir si les entreprises nationales seront capables de saisir les nouveaux débouchés économiques qui apparaîtront. Une question connexe concerne l'effet qu'aurait sur le fonctionnement des chaînes d'approvisionnement mondiales le déplacement qui s'opère des pays développés vers les pays en développement d'une partie importante des marchés finals de biens manufacturés.

28. L'industrialisation par l'entrée et la mise à niveau dans les chaînes de valeur mondiales a joué un rôle fondamental dans les stratégies de développement tournées vers l'exportation de bon nombre de pays au cours des vingt dernières années. Les données empiriques indiquent cependant que le plus important pour un pays, pour mettre à niveau sa production et obtenir de la rentabilité et de la valeur ajoutée, est de privilégier la présence nationale des exportateurs, plutôt que l'intégration dans les chaînes d'approvisionnement (Jarreau et Poncet, 2012; Manova et Yu, 2012).

29. L'existence de relations en amont de cette nature pourrait devenir d'autant plus importante pour la résilience des pays en développement étant donné le transfert progressif de certains secteurs des marchés finals de biens de consommation vers leurs économies, ce qui renforce donc également les relations en aval des sites de production concernés. Cela pourrait permettre un jour à des entreprises de pays en développement de prendre la tête de chaînes d'approvisionnement, au lieu de simplement intégrer des chaînes existantes, et de se développer en tentant d'élever le contenu en valeur ajoutée de leurs activités.

30. En résumé, bon nombre de pays en développement pourraient améliorer leur résilience aux chocs extérieurs qui se diffusent par les liens commerciaux en accentuant le rôle moteur de la demande intérieure pour la croissance. Cela favoriserait des débouchés d'investissement nationaux. Cela faciliterait aussi la diversification des économies nationales et améliorerait la résilience aux chocs sectoriels. Cette diversification pourrait être particulièrement salutaire pour les économies dont le modèle de croissance reste principalement centré sur les ressources naturelles.

III. Faire face à l'instabilité économique découlant du système financier international

A. Un système sujet à l'instabilité économique et tendanciellement récessionniste

31. À l'heure actuelle, le système monétaire et financier international ne remplit pas convenablement sa mission d'origine telle que l'énoncent les Accords de Bretton Woods, qui est de gérer sans heurt les paiements internationaux, d'éviter les déséquilibres importants et persistants des comptes courants, et d'assurer les ajustements nécessaires à moindre coût pour l'activité économique et le bien-être. Bien au contraire, il s'est avéré incapable de limiter les mouvements de capitaux déstabilisateurs et d'organiser un système de taux de change qui traduise de manière acceptable les fondamentaux économiques.

32. Le système s'est montré foncièrement impuissant à remédier aux déséquilibres mondiaux car il ne peut amener à changer de politiques que les pays qui ont des besoins financiers, ce qui n'est le cas d'aucun des grands acteurs: les pays très excédentaires n'ont pas besoin de financement, et le pays le plus déficitaire est celui qui émet la monnaie internationale. Il en résulte une distorsion récessionniste dans l'action du système monétaire et financier international, qui généralement réduit la demande dans les pays déficitaires moins puissants, mais s'avère incapable d'étendre la demande dans les pays excédentaires.

33. Le système monétaire et financier international a aussi échoué à prévenir l'expansion désordonnée des mouvements de capitaux à court terme, qui sont un facteur majeur d'instabilité économique. Les pays désireux de se préserver des effets procycliques des flux de capitaux peuvent appliquer les contrôles de capitaux; ces mesures ont été relativement efficaces pour enrayer les mouvements de capitaux indésirables. Un mécanisme multilatéral (du type «taxe Tobin») serait probablement plus efficace cependant.

34. La crise financière mondiale a montré que des flux de capitaux non réglementés ne créent pas seulement un risque dans le pays destinataire, mais aussi dans le pays d'origine car la solvabilité de leurs banques peut être compromise si celles-ci participent à la formation de bulles financières dans des pays étrangers. La supervision financière devrait être appliquée des deux côtés des mouvements de capitaux.

B. La résilience plus importante des pays en développement et ses causes

35. Les pays en développement apparaissent bien mieux armés aujourd'hui que par le passé pour résister aux chocs provenant des marchés internationaux de capitaux. En particulier, l'accumulation de réserves de change, des ratios dette/PIB moins élevés et une dette mieux gérée ont été des stratégies efficaces pour protéger ces pays des flux de capitaux instables et des chocs financiers internationaux.

36. Au cours des années 2000, la plupart des pays en développement ont accumulé d'importantes réserves de change, tant en parvenant à neutraliser les entrées massives de capitaux, que pour s'assurer contre le risque de récession soudaine et les crises de liquidités. Tandis que la neutralisation a empêché les entrées de capitaux d'alimenter un emballement du crédit et de surchauffer l'économie, l'accumulation de réserves de change a permis aux pays en développement de résister aux effets du désendettement massif intervenu dans les mois qui ont suivi la faillite de Lehman Brothers. Plus récemment, les réserves de change ont offert un recours appréciable aux pays en développement pour appliquer des politiques anticycliques face à la récession mondiale.

37. En l'absence de prêteur international de dernier ressort, les réserves de change offrent une protection naturelle contre les chocs provenant des marchés financiers. Mais tous les pays n'ont pas accumulé des réserves dans les mêmes proportions au cours des dernières années, et certains d'entre eux disposent aujourd'hui de peu de réserves pour faire face aux besoins futurs qui pourraient apparaître sur les marchés financiers internationaux, et sont vulnérables aux chocs extérieurs.

38. La plus grande résilience des pays en développement aux événements financiers hostiles s'explique également par des niveaux plus faibles de dette extérieure et une meilleure composition de leurs réserves de change. Avant la crise financière mondiale, la plupart des pays en développement étaient parvenus à abaisser fortement leur ratio moyen de solvabilité et à mettre en place un marché intérieur pour l'émission de titres d'emprunt libellés dans la monnaie locale ou à développer ce marché.

39. Le recours accru au marché local pour le financement public est une stratégie efficace pour réduire la vulnérabilité à l'emballlement du crédit et aux effets de valorisation du taux de change qui se produisent en présence de flux de capitaux excessifs qui finissent par cesser brutalement et suivre un mouvement inverse. Une dette libellée dans la monnaie locale accroît également la marge d'action en permettant de répliquer aux chocs extérieurs par des dévaluations.

40. En outre, la dédollarisation des dettes souveraines et privées permet à l'autorité monétaire de mener une politique monétaire anticyclique sans risquer d'en voir l'effet compromis par les effets de bilans associés à une dépréciation du taux de change. Enfin, une dette en monnaie locale offre au gouvernement la possibilité en dernier recours de monétiser la dette, qui peut être utilisée en temps de crise. La possibilité de monétiser la dette réduit considérablement le risque d'insolvabilité et diminue ainsi la prime de risque contenue dans les taux d'intérêt du marché.

41. Un marché local des titres d'emprunt est important également en ce qu'il mobilise l'épargne intérieure, et favorise une base plus robuste d'investisseurs institutionnels locaux et régionaux, qui réalisent beaucoup plus volontiers des investissements stables à long terme dans des titres libellés en monnaie locale. Pour toutes ces raisons, nombre de pays, depuis dix ans, délaissent les emprunts extérieurs pour les emprunts intérieurs, même si ceux-ci peuvent supposer des taux d'intérêt *ex ante* plus élevés.

42. Dans ce contexte général, un certain nombre de pays riches en ressources naturelles ont pu emprunter récemment sur les marchés obligataires extérieurs à un coût relativement bas. Si les marchés de capitaux privés peuvent apporter des ressources supplémentaires aux pays en développement pour financer le développement, ils rendent le financement plus incertain et exposent les pays aux sautes de comportement des marchés et au risque de devoir emprunter à des conditions insoutenables.

IV. Indicateurs commerciaux et résilience économique

A. Mondialisation économique et chocs extérieurs: difficultés statistiques

43. La mondialisation, la crise financière et la «grande récession» montrent aussi toute l'importance qu'il y a à disposer de données à jour, exactes et cohérentes. L'information concernant le PIB réel, l'équilibre des comptes et le commerce international est essentielle pour évaluer les effets transnationaux et coordonner efficacement les mesures anticycliques et les politiques de développement. Il est plus que jamais indispensable aujourd'hui de disposer d'indicateurs conjoncturels cohérents et d'éléments macroéconomiques permettant d'apprécier la situation de l'économie nationale.

44. Concevoir et mettre au point des indicateurs permettant d'appréhender l'interdépendance croissante des économies nationales est essentiel pour aider à renforcer la résilience aux chocs extérieurs et en atténuer l'impact sur le commerce et le développement. Le calcul de ces indicateurs s'appuie sur diverses statistiques économiques fondamentales provenant des organismes nationaux de statistique. En conséquence, la qualité des données dépend en grande partie de l'aptitude du système statistique national à recueillir, compiler et diffuser des données exactes et à jour suivant les recommandations et les normes internationales.

45. À cet égard, la CNUCED et d'autres organisations internationales s'emploient à améliorer la cohérence des données entre les pays à des fins de comparaison et d'exhaustivité des données. C'est indispensable pour permettre des calculs portant sur plusieurs régions géographiques et groupements régionaux, et pour renforcer les capacités nationales au plan statistique par diverses mesures d'aide technique.

46. La section ci-après examine certains des principaux indicateurs du commerce et du développement qui renseignent sur l'impact des chocs extérieurs, et la mesure dans laquelle les pays gagnent, ou perdent en résilience.

B. Structure du commerce

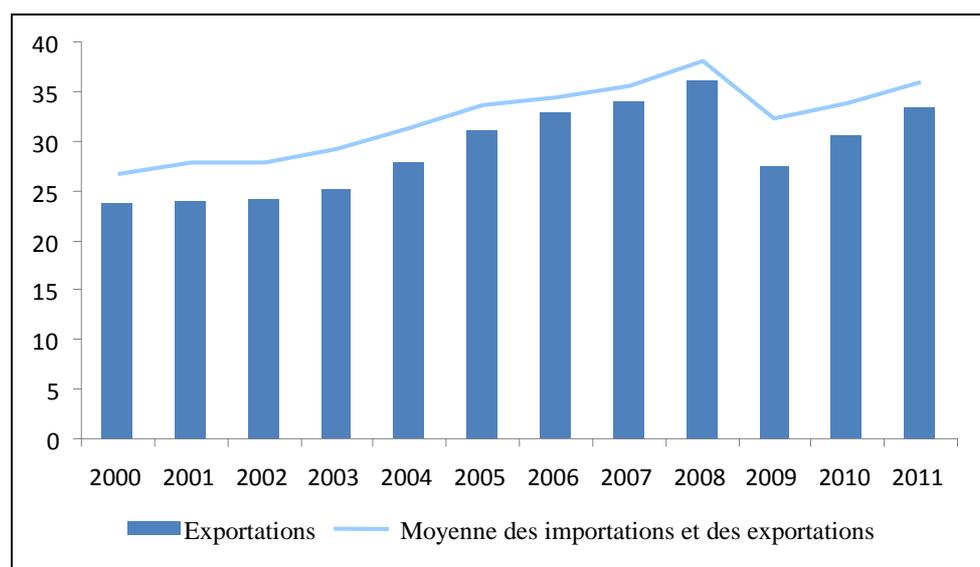
Intégration du commerce

47. Le degré de dépendance des producteurs nationaux à l'égard des marchés extérieurs pour l'exportation est un indicateur important de vulnérabilité ou de résilience potentielles. Un indicateur souvent utilisé est la part des exportations dans le PIB. Comme le montre le graphique 1, dans le cas des pays les moins avancés, non seulement la dépendance des producteurs nationaux à l'égard des marchés étrangers (flux des exportations) s'accroît, mais aussi la régularité avec laquelle des biens étrangers sont importés pour satisfaire la demande intérieure (flux des importations). Cela montre que les pays les moins avancés sont de plus en plus intégrés dans l'économie mondiale par le commerce international.

Graphique 1

Le commerce de biens et de services des pays les moins avancés, 2000-2011

(En pourcentage du PIB)



Source: CNUCED, UNCTADstat.

Matrice du commerce international

48. La matrice du commerce international de marchandises est un ensemble complet de données sur le commerce par partenaire et par produit (actuellement jusqu'au rang à trois chiffres de la Classification type pour le commerce international, soit environ 260 articles). Le terme «complet» suppose de recueillir la totalité des données officielles communiquées disponibles (par la base de données Comtrade de l'ONU) et d'estimer les données manquantes du fait que des données sont présentées en retard ou ne sont pas disponibles. La matrice du commerce international est indispensable afin de déterminer les indicateurs et indices commerciaux, notamment l'indice des échanges internes et l'indice de concentration. Elle est utilisée, en outre, pour estimer les indices des termes de l'échange.

49. L'indicateur mesurant les échanges commerciaux d'un groupe de pays est couramment utilisé pour observer les progrès de l'intégration commerciale régionale (voir graphique 2). En 2011, le commerce entre pays en développement (autrement dit le commerce Sud-Sud) a atteint 55,2 %, ce qui indique que les pays en développement commercent davantage entre eux qu'avec le reste du monde. Après analyse complémentaire au niveau des produits, on observe que la part importante des échanges internes, en particulier dans les pays en développement d'Asie, s'explique par le commerce de produits intermédiaires, phénomène qui prend de l'ampleur.

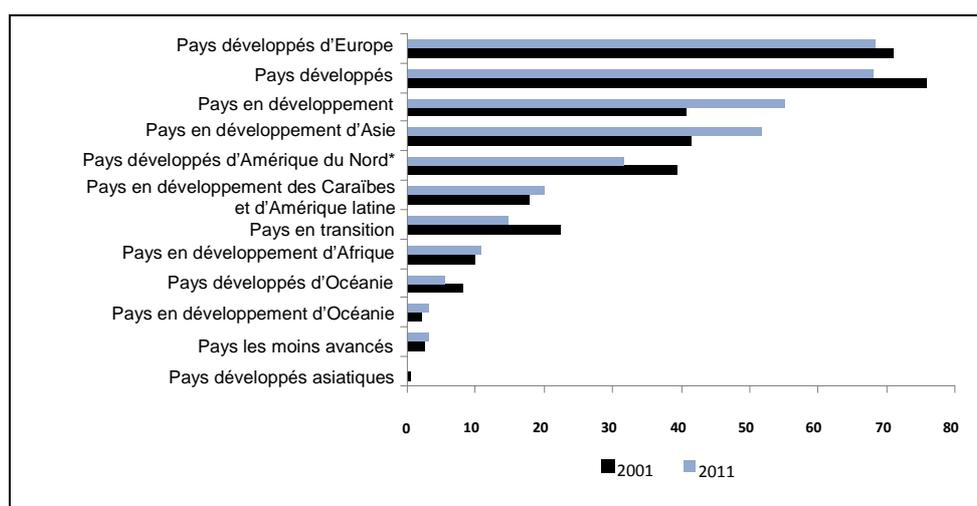
50. Pour mieux évaluer la vulnérabilité, il est important de savoir comment le commerce se répartit par produit ou partenaire commercial. Le fait de dépendre beaucoup de quelques produits pour les exportations ou d'un petit nombre de pays destinataires peut amplifier les répercussions pour l'économie nationale lors d'une crise.

51. L'indice de concentration mesure le degré de concentration du marché. Une valeur proche de 1 de l'indice indique un marché très concentré, tandis qu'une valeur plus proche de 0 signale une répartition plus égale des parts de marché entre les produits, les exportateurs ou les importateurs. L'indice de concentration évaluant la vulnérabilité, il est compris dans l'indice de vulnérabilité économique, qui est l'un des critères utilisés par le Comité des politiques de développement de l'ONU pour recenser les pays les moins avancés (ONU, 2008).

Graphique 2

Part des échanges internes dans les exportations totales, choix de groupes régionaux, 2001 et 2011

(En pourcentage)



Source: CNUCED, UNCTADstat.

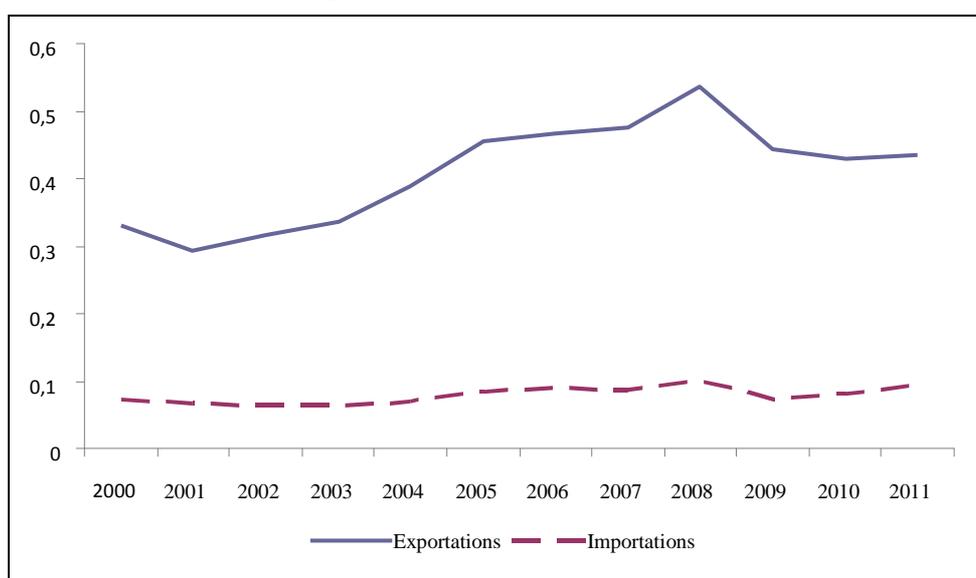
* Bermudes, Canada, États-Unis d'Amérique, Groenland.

Concentration des échanges

52. L'indice de concentration relatif aux pays les moins avancés a augmenté, ce qui indique un recours plus important à l'exportation de quelques produits, notamment de produits de base (voir graphique 3). Ces chiffres font ressortir la nécessité de diversifier les produits voués à l'exportation en progressant dans la chaîne de valeur – en produisant davantage de biens manufacturés outre l'exploitation des produits primaires.

Graphique 3

Indice de concentration des pays les moins avancés, 2000-2011



Source: CNUCED, UNCTADstat.

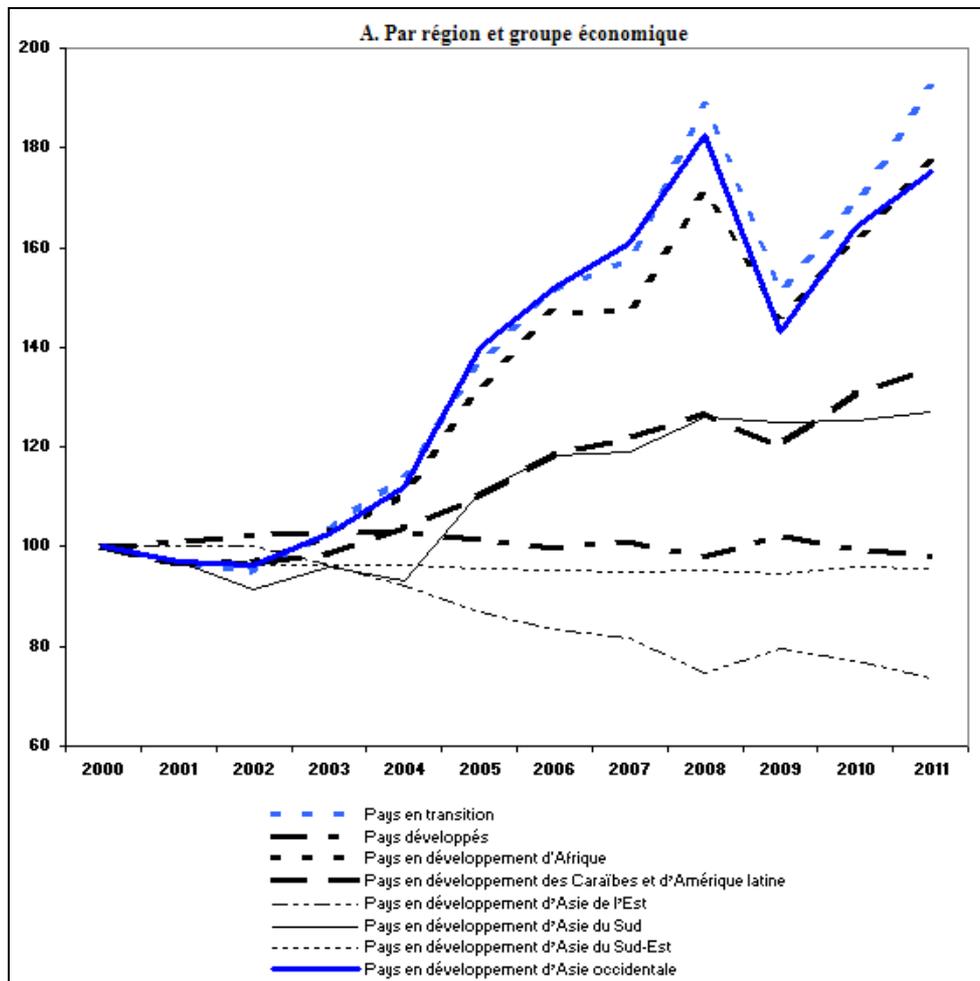
Termes de l'échange

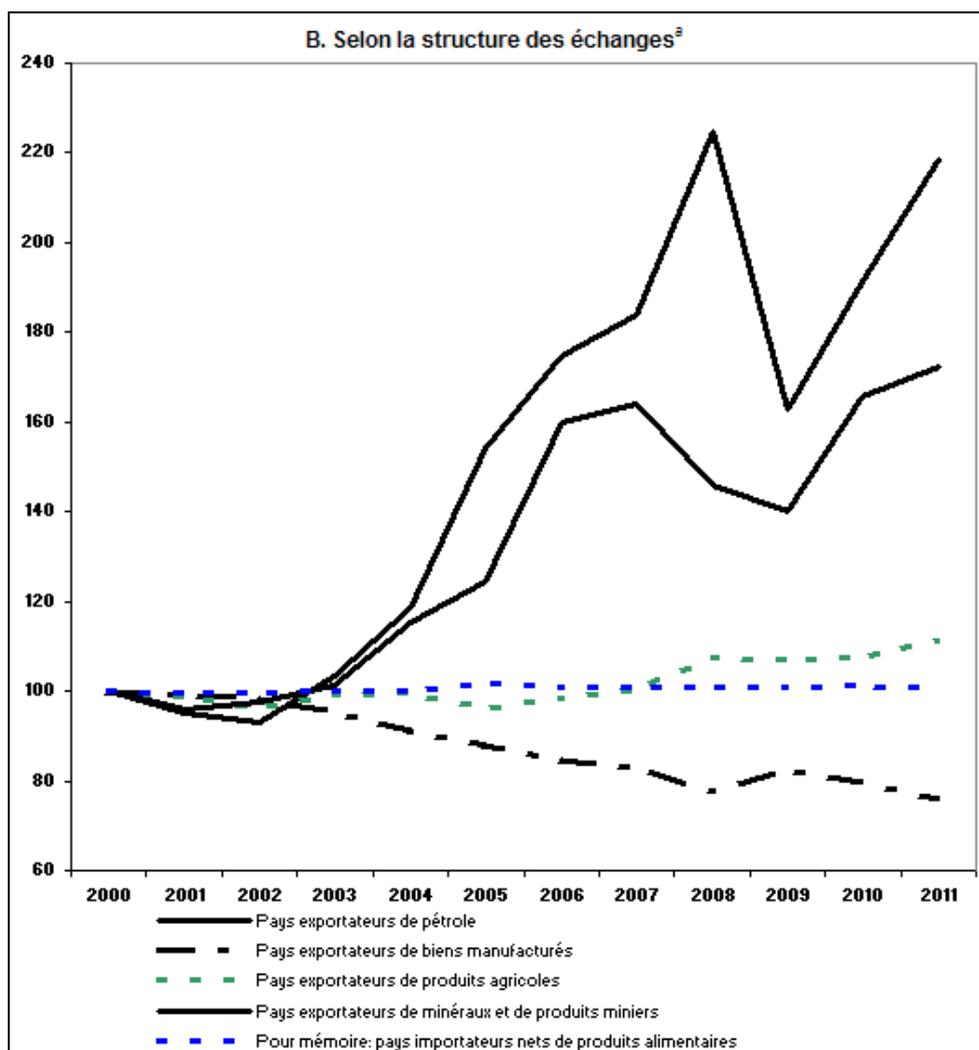
53. Comme précisé au chapitre II A, les termes de l'échange sont un indicateur clef de l'impact des chocs extérieurs, en particulier dans les pays où la part du commerce extérieur est importante par rapport au PIB. L'instabilité des termes de l'échange joue également un rôle important pour déterminer les résultats de croissance d'un pays (Easterly *et al.*, 1993).

54. Au cours des dernières années, les termes de l'échange ont évolué de façon de plus en plus divergente selon les différents groupes de pays en développement (graphique 4). Depuis 2002, les pays en développement dont les exportations totales de marchandises comportent une part élevée de produits pétroliers, minéraux et miniers sont ceux qui ont tiré le plus grand bénéfice de l'évolution des marchés internationaux de produits.

55. La plupart de ces pays sont des pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie occidentale ou des pays en transition. En revanche, les pays en développement exportant principalement des articles manufacturés, dont beaucoup sont des pays d'Asie de l'Est ou du Sud-Est, ont accusé une détérioration de leurs termes de l'échange, en partie à cause du renchérissement de leurs importations de produits de base, mais aussi de la baisse des prix des articles manufacturés qu'ils exportent par rapport au prix des articles manufacturés exportés par les pays développés.

Graphique 4
Termes de l'échange de divers groupes de pays, 2000-2011
 (Valeur des indices 2 000 = 100)





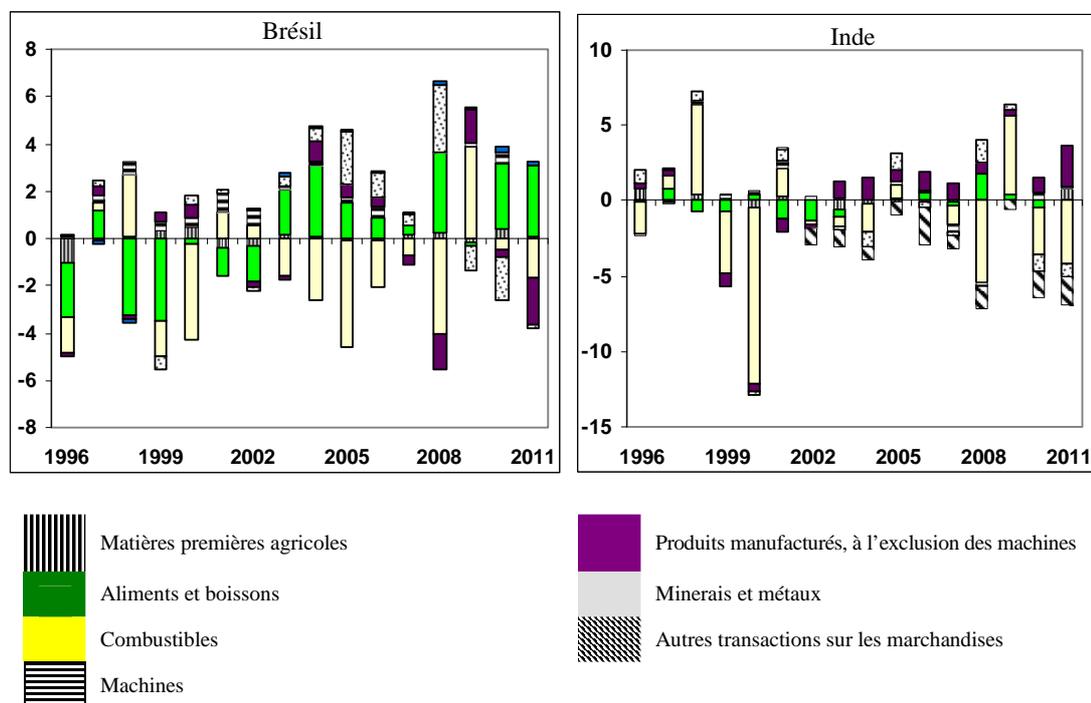
Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après UNCTADstat.

Note: (Pour mémoire) Les pays importateurs nets de produits alimentaires sont les pays à faible revenu déficitaires sur le plan alimentaire, à l'exclusion des exportateurs de combustibles, de métaux ou de produits miniers.

^a Les données concernent des pays en développement et des pays en transition.

56. En outre, la CNUCED mesure les termes de l'échange de façon plus détaillée en estimant la contribution de différents groupes de produits à l'évolution des termes de l'échange. Ces estimations montrent la diversité des incidences sur les termes de l'échange des pays en développement de l'évolution récente des prix internationaux, comme il ressort du graphique 5 (exemples du Brésil et de l'Inde).

Graphique 5
Contribution estimative des différentes catégories de produits à l'évolution des termes de l'échange, 1996-2011 – exemples du Brésil et de l'Inde
 (En pourcentage)



Source: Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après UNCTADstat.

C. Évolution à court terme des échanges

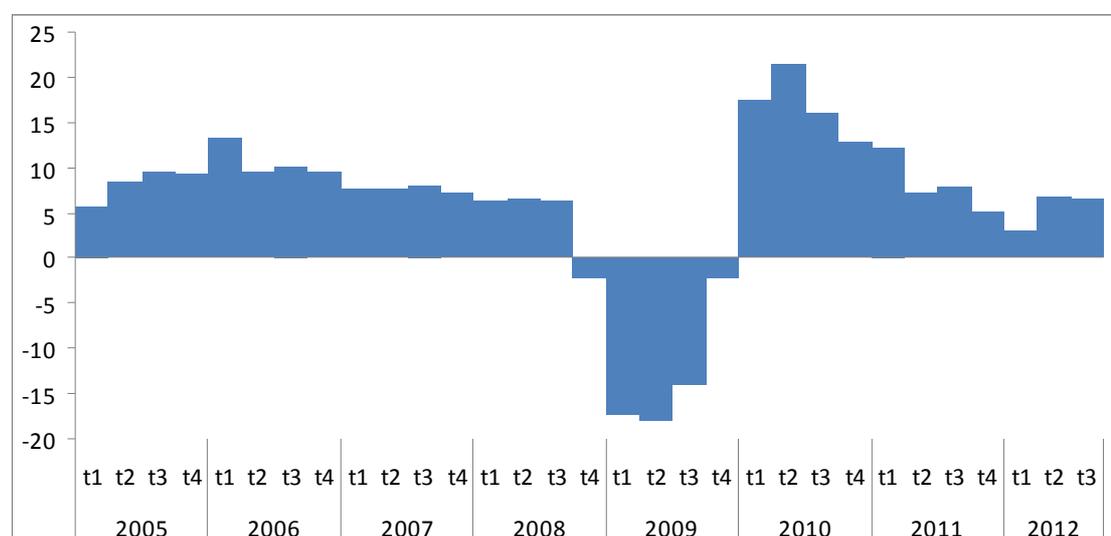
57. La situation économique évoluant rapidement, des statistiques commerciales annuelles sont insuffisantes pour suivre la situation actuelle. La publication de données mensuelles et trimestrielles est préférable en l'espèce, en dépit du problème que cela pose pour la compilation. En conséquence, les spécialistes des statistiques du commerce international visent à une coopération plus étroite entre les fournisseurs de données nationales, à l'utilisation d'un système informatisé pour la collecte et la compilation des données (par exemple, le Système douanier automatisé (SYDONIA) de la CNUCED et le système EUROTRACE d'Eurostat) et à l'utilisation d'un format de données normalisé pour l'échange et les diffusions des données (échange de données et métadonnées statistiques – SDMX).

58. Même si des statistiques conjoncturelles sont habituellement disponibles pour le commerce total (valeur et volume), il est souhaitable de pouvoir disposer aussi de données détaillées sur le commerce mensuelles ou trimestrielles. En outre, dans le souci d'accroître l'efficacité et de réduire les chevauchements d'activités, la CNUCED a engagé une coopération avec d'autres organisations pour produire et publier conjointement des statistiques conjoncturelles.

59. Les données indiquées dans le graphique 6, qui couvrent les années 2005-2012, incluent la période de la crise mondiale en 2008-2009, pendant laquelle le volume des échanges a nettement diminué, et la période de reprise de 2010. Comme on peut l'observer, la croissance du commerce reste inférieure à ce qu'elle était avant la crise.

Graphique 6
**Croissance du volume des exportations mondiales de marchandises
 du premier trimestre 2005 au troisième trimestre 2012**

(Variation en pourcentage par rapport au trimestre correspondant de l'année précédente)



Source: CNUCED, UNCTADstat.

D. Objectifs de recherche

60. Les besoins des utilisateurs évoluent constamment et il existe un nombre croissant de phénomènes nouveaux à mesurer. Certains de ces nouveaux indicateurs ne sont pas fondés exclusivement sur des données commerciales mais nécessitent aussi l'apport d'autres domaines statistiques, notamment ceux qui relient les statistiques économiques et commerciales afin de mieux décrire l'intégration des entreprises dans l'économie mondiale par le commerce. Les objectifs de recherche les plus importants sont les suivants:

a) Développer la matrice du commerce international: les indicateurs étant calculés à partir de la matrice du commerce international, développer celle-ci pour inclure des produits plus détaillés, de plus longues séries chronologiques, et le commerce des services sera utile aux chercheurs et aux analystes en leur donnant accès à des données de base sur le commerce cohérentes, exhaustives et actuelles;

b) Ventilation: estimer la contribution des différents groupes de produits à l'évolution des termes de l'échange peut permettre une meilleure analyse des incidences de l'évolution récente des prix internationaux sur les termes de l'échange de chaque pays;

c) Conjuguer la concentration des marchés et l'instabilité des prix des produits de base: nombre de pays en développement sont tributaires des exportations de produits primaires ou des importations de produits alimentaires. Or, les prix des produits de base sont imprévisibles pour différentes raisons. En conséquence, il est important de disposer d'un indicateur qui conjugue les deux aspects pour mesurer l'exposition aux fluctuations liées à l'instabilité des prix des produits de base;

d) Relier les statistiques économiques et commerciales: à l'ère de la mondialisation, les entreprises sont les agents du commerce international et il est important d'avoir une bonne compréhension de l'intégration commerciale entre celles-ci. Une meilleure connaissance des caractéristiques des entreprises commerciales aiderait les décideurs à concevoir des politiques d'atténuation en temps de crise. Elle mettrait aussi en

évidence le lien avec les créations ou les pertes d'emploi résultant de l'intégration dans le commerce mondial.

V. Questions à l'intention des experts

61. Les experts voudront peut-être traiter les questions ci-après:

a) Dans quelle mesure les pays en développement peuvent-ils maintenir une croissance soutenue étant donné la quasi-stagnation des pays développés?

b) De quels moyens les pays disposent-ils pour atténuer les effets négatifs des changements mondiaux dans la dépense réelle finale sur leurs perspectives de commerce et de développement?

c) Quelles politiques les pays pourraient-ils utiliser pour tirer le meilleur parti d'un éventuel déplacement de certaines parties des marchés finals de biens manufacturés des pays développés vers les grands pays émergents?

d) Quelles conséquences pourrait avoir une croissance rapide éventuelle de la consommation intérieure dans les pays en développement et les pays en transition sur le fonctionnement et la gouvernance des chaînes de valeur mondiales?

e) Comment des mesures nationales visant à réduire la vulnérabilité aux chocs financiers extérieurs peuvent-elles être renforcées par une action aux échelons régional et mondial?

f) Parmi les données existantes, quels sont les indicateurs et les statistiques sur le commerce les plus utiles et les plus nécessaires pour évaluer l'incidence des chocs extérieurs et créer les conditions nécessaires pour en atténuer l'impact?

g) Quelles sont les statistiques manquantes qui, si elles étaient disponibles, amélioreraient considérablement l'aptitude à formuler des scénarios et des recommandations robustes pour limiter les effets négatifs des chocs extérieurs sur le développement des pays?

Références

- Banque des règlements internationaux (2012), *82^e rapport annuel*, Banque des règlements internationaux, Bâle.
- Bems R., Johnson R. C. et Yi K. M. (2010), «The great trade collapse», Working Paper 18632, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Massachusetts.
- Easterly W., Kremer M., Pritchett L. et Summers L. H. (1993), «Good luck or good policy? Country growth performance and temporary shocks», *Journal of Monetary Economics*, 32(3): 459-483.
- Bureau international du Travail (2013), *Global Employment Trends 2013 – Recovering from a Second Jobs Dip*, Bureau international du Travail, Genève.
- Jarreau J. et Poncet S. (2012), «Export sophistication and economic growth: evidence from China», *Journal of Development Economics*, 97(2): 281-292.
- Manova K. et Yu Z. (2012) «Firms and credit constraints along the value-added chain: processing trade in China», Working Paper 18561, National Bureau of Economic Research, Cambridge, Massachusetts.
- CNUCED (années diverses), *Rapport sur le commerce et le développement*, publication des Nations Unies, New York et Genève.
- Département des affaires économiques et sociales de l'ONU (2009), «Global vulnerability to trade shocks», *World Economic Vulnerability Monitor No.1*, publication des Nations Unies, New York.
- ONU (2008), *Manuel relatif à la catégorie des pays les moins avancés: inscription, retrait et mesures spéciales d'appui*, publication des Nations Unies, numéro de vente F.07.II.A.9, New York.
- ONU (2013), *World Economic Situation and Prospects 2013*, publication des Nations Unies, numéro de vente E.13.II.C.2, New York.
-